

## INFLUENCE DU DÉGUERPISSEMENT SUR LES VOLS DANS LA COMMUNE DE KOUMASSI

GUÉ Gondo Wilfried Dieudonné

*Doctorant, UFR Criminologie, Université Félix Houphouët-Boigny  
Abidjan-Cocody, 01 BP V 34 01*

**Résumé :** Dans un contexte africain marqué par une urbanisation rapide et une précarité croissante, cet article examine les effets des opérations de déguerpissement sur les dynamiques de vol dans la commune de Koumassi (Abidjan, Côte d'Ivoire). Il s'inscrit dans une approche critique de la gouvernance sécuritaire urbaine, attentive aux effets sociaux et spatiaux des politiques d'assainissement. L'objectif principal est d'évaluer si les opérations de déguerpissement mises en œuvre depuis 2019 ont permis de réduire la criminalité de rue, notamment les vols, ou si elles ont simplement déplacé les pratiques déviantes et renforcé la marginalisation des populations précaires. L'étude repose sur une enquête qualitative et quantitative menée entre janvier et février 2025 auprès de 150 participants issus de divers profils sociaux (résidents, commerçants, forces de sécurité, élus, jeunes, etc.), selon un échantillonnage raisonné. La collecte a mobilisé des entretiens semi-directifs, des focus groups, des observations directes et un questionnaire, analysés par méthode inductive. Les résultats montrent une baisse perceptible des vols dans les zones réaménagées, attribuée à une meilleure visibilité, un éclairage accru et une présence sécuritaire renforcée. Toutefois, des effets de déplacement de la délinquance et des tensions sociales émergent. L'étude souligne que si le déguerpissement améliore ponctuellement la sécurité, il engendre aussi des vulnérabilités économiques et sociales, posant la question de la durabilité de ses effets sécuritaires. Elle apporte une contribution originale à la criminologie urbaine en Afrique de l'Ouest, en montrant que toute politique spatiale sécuritaire doit intégrer des dispositifs d'inclusion sociale et de justice spatiale pour éviter de reproduire de nouvelles formes d'insécurité.

**Mots-clés :** *déguerpissement, insécurité urbaine, vol, prévention situationnelle, justice spatiale, gouvernance locale.*

**Abstract :** In the context of rapid urbanization and growing precarity in African cities, this article explores the effects of forced eviction operations on theft dynamics in Koumassi, a densely populated municipality of Abidjan (Côte d'Ivoire). It adopts a critical urban governance perspective, attentive to the spatial and social consequences of state-led clearance policies. The main objective is to assess whether the evictions initiated since 2019 have effectively reduced street-level crime, particularly theft, or simply displaced deviant practices while deepening the marginalization of vulnerable groups. This qualitative and quantitative study, conducted between January and February 2025, is based on a purposive sample of 150 participants from diverse backgrounds (residents, informal vendors, security officers, local officials, and youth). Data collection combined semi-structured interviews, focus groups, field observations, and a questionnaire, analyzed using an inductive approach. Findings show a perceptible decline in theft in redeveloped areas, attributed to improved visibility, lighting, and increased police presence. However, spatial crime displacement and new social tensions are also reported. The study argues that while eviction can enhance short-term security, it also generates economic and social vulnerabilities, raising concerns about the sustainability of its effects. This research contributes to West African urban criminology by demonstrating that spatial security policies must be complemented by social inclusion and spatial justice measures to avoid reproducing new forms of urban insecurity.

**Keywords :** *eviction, urban insecurity, theft, situational prevention, spatial justice, local governance.*

### I. INTRODUCTION

Depuis le début des années 2010, nombre de métropoles africaines sont confrontées à des tensions croissantes entre les impératifs de développement urbain, les dynamiques informelles d'occupation de l'espace et une insécurité persistante. À Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire, ces tensions sont particulièrement perceptibles dans les communes populaires telles que Koumassi, où coexistent des projets de modernisation de l'espace urbain et une résilience marquée des pratiques déviantes. Les politiques d'assainissement, souvent matérialisées par des opérations de déguerpissement, visent à libérer l'espace public, à lutter contre l'habitat

précaire et à renforcer la sécurité. Toutefois, ces interventions s'accompagnent fréquemment de phénomènes de déplacement spatial de la population et de recombinaison des pratiques criminelles. Selon les données les plus récentes de la Police nationale (2024), entre 2015 et 2018, la commune de Koumassi a enregistré 151 cas de vols urbains, dont 34 vols à main armée, 49 vols par effraction, 41 vols à la tire, et 27 vols commis avec engin à deux roues. En revanche, pour la période 2019–2023, soit après les premières vagues de déguerpissements massifs, seuls 45 cas ont été recensés. Cette baisse significative des infractions, plus de 70 % de réduction en volume, semble à première vue conforter l'idée d'une efficacité sécuritaire des réaménagements urbains. Toutefois, la réalité apparaît plus nuancée dès lors qu'on interroge les effets indirects de ces interventions sur les pratiques déviantes, le tissu social local et la spatialisation de la violence.

Cette situation soulève des interrogations majeures sur l'efficacité des dispositifs urbanistiques à contenir la criminalité urbaine et sur les effets induits, parfois paradoxaux, de la reconfiguration spatiale.

La littérature scientifique récente souligne que la ville africaine contemporaine est un espace ambivalent, à la fois lieu de structuration socio-économique et creuset de désordre urbain (Boumedine, 2023 ; Tchenku & Raynaud, 2022 ; Mahamat et al., 2024). Dans ce contexte, la précarité résidentielle, l'informalité des occupations foncières et les carences des politiques publiques sont régulièrement identifiées comme des facteurs catalyseurs d'insécurité (Akindès, 2021 ; Diop, 2022). Plusieurs études empiriques menées à Dakar (Ndao & Camara, 2023), Alger (Baulaigue, 2018), Yaoundé (Tassou, 2018) ou encore Lagos (Adegboyega & Oyeniya, 2020) mettent en évidence une corrélation forte entre urbanisation informelle, tolérance institutionnelle et développement de zones criminogènes. Ces territoires, souvent considérés comme des « poches de désordre », échappent partiellement aux régulations étatiques et constituent des niches propices à l'émergence de formes de délinquance adaptées à la précarité ambiante.

En Côte d'Ivoire, plusieurs analyses locales ont porté sur les dynamiques criminelles liées au désordre spatial urbain. Ainsi, des recherches ciblées sur les communes d'Abobo (Kouacou & Djako, 2019), de Yopougon (Mouritala et al., 2022) ou encore d'Adjamé (Houédin et al., 2023) ont mis en lumière les mécanismes d'ancrage des activités délinquantes dans des territoires marginalisés, où l'État peine à exercer un contrôle effectif. Cependant, malgré la multiplication des opérations de déguerpissement dans les grandes agglomérations ivoiriennes, peu de travaux se sont attachés à analyser de manière empirique et rigoureuse les effets de ces politiques sur la configuration des activités criminelles, en particulier les vols urbains. Ce déficit de recherche est d'autant plus préoccupant que les politiques d'aménagement urbain, souvent perçues comme des réponses techniques à des problématiques de désordre spatial, peuvent en réalité engendrer des effets pervers, en favorisant la dispersion des foyers de délinquance ou en intensifiant les tensions sociales (Mbembé & Nuttall, 2021 ; Zérah & Dupont, 2022). Il convient donc de réinterroger les postulats sécuritaires qui sous-tendent les politiques de déguerpissement à l'aune de leurs conséquences criminogènes. Dans ce contexte de reconfiguration spatiale marquée par une volonté politique de « rationaliser » l'espace urbain, une interrogation centrale s'impose : dans quelle mesure les opérations de déguerpissement menées dans la commune de Koumassi depuis 2019 ont-elles modifié la configuration des actes de vol ? Plus précisément, le réaménagement physique des zones précaires participe-t-il à la réduction effective de la criminalité urbaine, ou bien engendre-t-il au contraire de nouveaux espaces de vulnérabilité sociale et de réimplantation de pratiques déviantes ? Cette problématique s'inscrit dans un débat plus large sur les effets ambivalents des politiques urbaines dites « de sécurisation » qui, sous couvert de modernisation, tendent parfois à rendre invisibles les populations précaires sans s'attaquer aux causes structurelles de l'insécurité (Harvey, 2012 ; Davis, 2020). Ainsi, loin de se limiter à une analyse des tendances délinquantes, ce travail interroge les logiques d'exclusion spatiale et sociale que ces interventions peuvent générer, avec leurs effets indirects sur la production et la redistribution des actes de vol.

C'est dans cette optique qu'il convient de préciser les objectifs et la portée scientifique de la présente étude. L'objectif général de cette étude est d'évaluer l'incidence des politiques de déguerpissement sur la dynamique des vols urbains à Koumassi, en articulant les dimensions spatiales, sociales et institutionnelles du phénomène. Plus spécifiquement, il s'agit de : Analyser les évolutions quantitatives et qualitatives des actes de vol recensés avant et après les opérations de déguerpissement ; Saisir les perceptions et discours des différents acteurs urbains (habitants, forces de sécurité, élus locaux, commerçants, jeunes) sur les liens entre réaménagement de l'espace et insécurité ; Identifier les logiques de recombinaison spatiale de la délinquance dans un contexte de restructuration autoritaire de la ville.

Sur le plan scientifique, ce travail s'inscrit dans le champ de la criminologie urbaine critique, attentive aux effets sociaux et politiques des politiques d'aménagement sur les pratiques déviantes (Wacquant, 2008 ; Fassin, 2022). Il contribue ainsi à combler un angle mort de la recherche africaine francophone sur les effets différés et parfois contre-productifs des interventions urbanistiques à visée sécuritaire (Cusson et al., 2017 ; Goba, 2021 ; Dembélé & N'Guessan, 2023). Il alimente également les réflexions sur la gouvernance urbaine, la gestion de l'informalité et la violence ordinaire dans les métropoles africaines (Simone, 2019 ; Comaroff & Comaroff, 2020).

Pour étayer cette démarche, un cadre théorique pluridisciplinaire est mobilisé, permettant d'interpréter les interactions complexes entre politiques urbaines, marginalité sociale et criminalité.

L'analyse proposée dans cette étude s'ancre dans un cadre théorique pluridimensionnel qui combine les apports de la criminologie environnementale, de la géographie critique de la sécurité et de la sociologie de l'action publique urbaine. Premièrement, la recherche mobilise la théorie de la prévention situationnelle (Clarke, 1980 ; Cornish & Clarke, 2003 ; Mouanda-Mouanda, 2008), selon laquelle les comportements délinquants peuvent être dissuadés ou déplacés par la modification des conditions d'opportunité dans l'environnement physique. Cette perspective suggère que les interventions spatiales, telles que le déguerpissement, peuvent influencer sur la fréquence, la localisation ou la nature des actes de vol, en réorganisant les rapports entre accessibilité, visibilité et surveillance. Toutefois, elle admet également le déplacement géographique ou temporel du risque criminel, ce qui invite à dépasser une vision strictement technique de la sécurisation urbaine. Deuxièmement, l'étude s'appuie sur les travaux issus de la géographie critique de la sécurité (Monnet, 2006 ; Rangeon, 2023 ; Girard & Renard, 2022), qui interrogent les manières dont les pouvoirs publics produisent l'ordre urbain à travers le contrôle des espaces. Cette approche permet d'analyser les déguerpissements non seulement comme des actes techniques d'aménagement, mais aussi comme des pratiques de régulation sociale visant à définir les usages légitimes de l'espace, à rendre invisibles certaines populations et à construire une « ville sécurisée » au profit d'usagers privilégiés. Enfin, en mobilisant les apports de la sociologie de l'action publique urbaine (Lascoumes & Le Galès, 2004 ; Frega & Abadie, 2021), cette recherche interroge les logiques politiques et institutionnelles sous-jacentes aux opérations de déguerpissement : quels objectifs poursuivent les autorités locales ? Quels acteurs sont impliqués dans la redéfinition de l'espace urbain ? Quelles sont les marges de négociation ou de contestation laissées aux populations affectées ? Ces questions permettent de replacer l'analyse criminologique dans une lecture plus large des rapports de pouvoir à l'échelle urbaine.

En croisant ces perspectives, le travail vise à éclairer les effets ambivalents des politiques spatiales coercitives : réduction apparente de la criminalité ou simple déplacement des pratiques déviantes, amélioration du sentiment de sécurité ou renforcement de la stigmatisation des marges sociales.

L'article se déploie selon une structure logique en cinq parties. Après cette introduction posant les bases contextuelles, théoriques et problématiques de l'étude, la méthodologie employée sera exposée, en mettant en lumière le dispositif d'enquête, les outils de collecte de données et les choix d'analyse adoptés. La troisième section présentera les résultats empiriques issus de l'étude de terrain, en insistant sur les effets observés du déguerpissement sur les dynamiques de vol à Koumassi, tant sur le plan spatial que social. Ces résultats feront ensuite l'objet d'une discussion critique, à la lumière des cadres théoriques mobilisés, afin d'en dégager les implications conceptuelles et pratiques, ainsi que les limites interprétatives. Enfin, une conclusion synthétisera les principaux apports de la recherche, en ouvrant des perspectives en matière de politiques urbaines, de prévention de la criminalité et de justice sociale dans les contextes africains urbains.

## II. METHODOLOGIE

Cette recherche s'appuie sur une enquête qualitative et quantitative menée dans la commune de Koumassi (Abidjan, Côte d'Ivoire), entre janvier et février 2025, soit plusieurs années après les premières opérations massives de déguerpissement lancées en 2019 par les autorités municipales et le District d'Abidjan. Commune densément peuplée, marquée par une urbanisation informelle, une forte activité commerciale et des problématiques de sécurité chronique, Koumassi constitue un terrain privilégié pour analyser les effets de la reconfiguration spatiale sur la criminalité urbaine. L'étude se propose d'examiner les liens entre réaménagement urbain et réduction des vols, à partir de la perception des habitants, dans une perspective ancrée en criminologie urbaine (Doherty & Marius-Gnanou, 2022 ; N'Guessan, 2021 ; Winton, 2023).

L'échantillon repose sur une sélection raisonnée de 150 participants issus de divers sous-quartiers, reflétant la diversité socio-spatiale de Koumassi. Il comprend 60 résidents ordinaires, 30 commerçants informels touchés par le déguerpissement, 15 élus ou agents municipaux, 15 membres des forces de sécurité, 10 chefs communautaires et 20 jeunes adultes intégrés via des focus groups. Ce panel permet une triangulation des points de vue selon l'âge, le genre, le statut social et la localisation résidentielle (Paillé & Mucchielli, 2021).

Quatre outils méthodologiques ont été mobilisés pour la collecte des données. Il s'agit d'entretiens semi-directifs (n=60), conduits à l'aide d'un guide articulé autour des thèmes suivants : vécu du déguerpissement, sentiment d'insécurité, rôle des institutions et transformation de l'espace. Ces entretiens ont été complétés avec quatre focus groups organisés avec des jeunes et des femmes commerçantes afin de capter les dynamiques collectives de perception et les formes de narration partagée (Morgan, 1997 ; Laflamme, 2015). Des observations directes ont été réalisées dans les marchés réhabilités, les voies dégagées et les zones périphériques de relocalisation pour documenter les pratiques spatiales et les signes matériels des changements urbains (Low, 2016 ; Blommaert & Jie, 2010). Enfin, un questionnaire a été administré aux enquêtés.

L'ensemble des données a été recueilli dans le respect des principes éthiques : consentement éclairé, anonymat, droit au retrait. Les entretiens ont été enregistrés, retranscrits et codés avec le logiciel Sphinx Plus<sup>2</sup>, suivant une démarche inductive inspirée de Miles, Huberman & Saldaña (2020). En tant que chercheur, nous avons adopté une posture réflexive, critique et respectueuse des rapports sociaux locaux, évitant toute surinterprétation et s'inscrivant dans une démarche d'écoute située (Guillemette & Luckerhoff, 2019 ; BERA, 2018).

### III. RESULTATS

L'analyse des données recueillies à Koumassi met en lumière les multiples effets des opérations de déguerpissement sur les dynamiques criminelles, en particulier les actes de vol, ainsi que sur les perceptions locales de l'insécurité. À travers une lecture croisée des témoignages, des observations de terrain et des statistiques policières, les résultats présentés ici révèlent des reconfigurations spatiales significatives, des évolutions dans les formes de délinquance, et une transformation du sentiment de sécurité chez les habitants.

#### 1- Reconfigurations urbaines et insécurité : dynamiques, enjeux et perceptions à Koumassi

##### 1-1- Les opérations de déguerpissement : objectifs et acteurs

Les opérations de déguerpissement à Koumassi s'inscrivent dans une politique plus large de « modernisation urbaine » prônée par les pouvoirs publics. Officiellement motivées par la volonté d'assainir l'espace urbain, de fluidifier la circulation et de réduire les zones criminogènes, ces interventions mobilisent une pluralité d'acteurs institutionnels et affectent plusieurs quartiers dits « sensibles ». Une analyse des données recueillies lors de l'enquête menée permet d'évaluer les perceptions sociales de ces opérations, tout en interrogeant leur efficacité réelle dans la lutte contre l'insécurité.

##### 1-1-1- Les objectifs des opérations de déguerpissement

Les opérations de déguerpissement menées dans la commune de Koumassi ont suscité diverses perceptions auprès des populations concernées. Interrogés sur l'objectif principal de ces actions, les enquêtés ont exprimé des opinions révélatrices des attentes sociales vis-à-vis de l'aménagement urbain et de la gouvernance sécuritaire. Le tableau ci-dessous présente la répartition des réponses.

**Tableau 1 : Objectifs perçus des opérations de déguerpissement**

Objectif principal du Déguerpissement	Nb.cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Sécuriser le domaine public	67	44,7%
Moderniser l'espace urbain	42	28,0%
Assainir l'habitat	40	26,7%
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>150</b>	<b>100%</b>

*Sources : Nos enquêtes*

L'analyse de ce tableau révèle que près d'un répondant sur deux (44,7 %) associe les opérations de déguerpissement à une volonté de sécurisation de l'espace public. Cette lecture dominante traduit une préoccupation prioritaire : celle de réduire les opportunités de délinquance dans un environnement urbain souvent perçu comme anarchique et propice à la criminalité. La visibilité accrue de l'espace, la suppression des cachettes et le contrôle renforcé des axes de circulation sont autant de facteurs qui nourrissent cette perception positive.

« Depuis qu'ils ont dégagé les gens là, on marche plus tranquillement, on voit loin maintenant, et y'a moins de cachettes pour les voleurs. Avant, ils sortaient de n'importe où ! » (Kouadio, 34 ans, quartier Grand Campement)

Ce témoignage illustre avec clarté le sentiment d'une amélioration tangible de la sécurité physique dans les zones concernées. En ôtant les structures précaires qui servaient de refuges ou de points d'observation aux délinquants, le déguerpissement a produit un effet dissuasif observable dans la vie quotidienne des résidents.

En deuxième position, 28,0 % des enquêtés considèrent que ces opérations répondent à un objectif de modernisation urbaine. Cette réponse renvoie à une volonté plus large d'embellir la ville, de fluidifier la circulation et d'offrir un cadre de vie plus conforme aux standards de développement urbain. Enfin, 26,7 % des répondants évoquent l'assainissement de l'habitat comme objectif central, témoignant d'une sensibilité aux enjeux de santé publique et de salubrité.

« Les baraques qu'on a enlevées, c'était sale, c'était trop serré. Maintenant au moins c'est propre, l'air circule, et ça pue moins dans le coin » (Fatou, 41 ans, quartier Grand Campement)

Ce second verbatim complète la lecture précédente en soulignant que les enjeux sanitaires et environnementaux s'entrelacent souvent avec les préoccupations sécuritaires. L'amélioration du cadre de vie semble donc aller de pair avec un sentiment accru de sécurité.

En somme, les objectifs perçus du déguerpissement dans la commune de Koumassi s'organisent autour d'un triptyque sécuritaire, hygiénique et esthétique. Cependant, la primauté accordée à la sécurisation de l'espace urbain traduit une transformation des mentalités, où les résidents eux-mêmes attendent de l'action publique qu'elle réponde d'abord à leur besoin de protection.

La compréhension des objectifs perçus du déguerpissement serait incomplète sans une analyse des acteurs impliqués dans sa mise en œuvre. En effet, les effets de ces opérations, notamment sur la sécurité, dépendent fortement de la manière dont elles sont conduites, des institutions mobilisées, et de la perception qu'en ont les populations. C'est pourquoi il convient à présent d'identifier et de commenter les principaux acteurs des opérations de déguerpissement telles qu'expérimentées à Koumassi.

#### 1-1-2- Les acteurs des opérations du déguerpissement

L'efficacité des opérations de déguerpissement repose largement sur l'implication coordonnée de plusieurs institutions. Interrogés à ce sujet, les enquêtés ont identifié les principaux acteurs institutionnels perçus comme les moteurs de ces interventions. Le tableau ci-après synthétise les réponses recueillies.

**Tableau 2 : Acteurs perçus comme les plus impliqués dans les opérations**

Objectif principal du Déguerpissement	Nb.cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Mairie de Koumassi	66	44,0%
District d'Abidjan	44	29,3%
Préfecture et les Forces de police	39	26,0%
TOTAL OBS.	150	100%

*Sources : Nos enquêtes*

La mairie de Koumassi se démarque nettement en tant qu'acteur principal des opérations, avec 44,0 % des citations. Cette forte présence locale dans la mise en œuvre est révélatrice d'une gouvernance de proximité, où les autorités municipales apparaissent comme les premières responsables de la reconfiguration de l'espace urbain.

« C'est la mairie qui est en première ligne. Ils ont travaillé avec la police, mais c'est vraiment le maire qui a pris l'affaire à cœur » (Fatoumata, 46 ans, quartier Sicogi)

Ce verbatim met en lumière l'engagement politique des autorités locales et la visibilité de leurs actions sur le terrain. Il traduit également une reconnaissance populaire de leur rôle direct dans la sécurisation des quartiers. En second lieu, le District d'Abidjan est cité par 29,3 % des enquêtés. En tant que structure régionale, il apparaît comme un soutien logistique et stratégique à l'action municipale, en lien avec les politiques d'urbanisme et de modernisation de la capitale économique. Enfin, la Préfecture et les forces de police, mentionnées par 26,0 % des répondants, incarnent la dimension sécuritaire et régaliennne des opérations. Leur rôle opérationnel, notamment dans l'encadrement des évacuations et le maintien de l'ordre public, est essentiel à la réussite des déguerpissements.

« Le jour du déguerpissement, les policiers étaient là. Ils ont bloqué les rues, mais ce n'est pas eux qui ont décidé le déguerpissement. Ils se sont interposés entre la population et les déguerpisseurs, parce que la population s'opposait au déguerpissement. La situation était vraiment électrique, mais, ils ont réussi à faire partir les gens sans violence. » (Yao, 39 ans, quartier Sopim)

Ce second témoignage confirme que si la police joue un rôle d'exécution, la planification et l'impulsion stratégique reviennent aux autorités civiles, principalement locales. La complémentarité entre ces différents niveaux d'intervention donne lieu à une gouvernance partagée, qui renforce la légitimité des actions entreprises. En somme, l'action conjuguée de la mairie, du District et des services préfectoraux et policiers témoigne d'un pilotage multi-niveau, dans lequel la dimension sécuritaire reste centrale. L'implication directe des autorités locales dans ces opérations contribue à leur acceptabilité sociale et à leur ancrage dans les priorités de sécurité publique, telles qu'exprimées par les habitants eux-mêmes.

Si les opérations de déguerpissement mobilisent une pluralité d'acteurs, leur légitimité sociale repose avant tout sur leurs résultats concrets, notamment en matière de lutte contre la petite délinquance. Il est donc essentiel d'analyser la nature des actes de vol qui prévalaient avant les interventions, ainsi que les perceptions d'insécurité qui en découlaient.

La section suivante propose une typologie des délits les plus fréquents à Koumassi avant les opérations et montre en quoi leur régression est aujourd'hui perçue comme l'un des principaux bénéfices des déguerpissements.

#### 1-2- Typologie des actes de vol et perceptions de l'insécurité avant les interventions

Avant la mise en œuvre des opérations de déguerpissement à Koumassi, la commune faisait face à une situation d'insécurité préoccupante, marquée par une forte récurrence d'actes de délinquance urbaine, en particulier les vols. Ces actes étaient favorisés par une configuration spatiale dense, informelle et souvent mal contrôlée, propice

à l'anonymat des délinquants et à la fuite rapide. Cette situation nourrissait un sentiment généralisé d'insécurité, en particulier dans les zones commerçantes et les gares routières.

### 1-2-1- Formes de vols à Koumassi avant le déguerpissement

Les données recueillies permettent d'identifier les formes de vols les plus courantes dans la commune avant les opérations. Le tableau suivant présente les types de vols les plus fréquemment signalés par les habitants.

**Tableau 3 : Formes de vols plus fréquents à Koumassi avant le déguerpissement**

les formes de vol fréquentes	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Vols à la tire dans les zones de forte affluence	66	44,0%
Vols à mains armées/Vols par effraction	45	30,0%
Vols à motos	38	25,3%
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>150</b>	<b>100%</b>

*Sources : Nos enquêtes*

Les vols à la tire arrivent en tête avec 44 % des citations. Cette forme de délinquance, souvent exercée dans les lieux à forte concentration humaine (marchés, gares, carrefours), se manifeste par des arrachages de sacs ou de téléphones portables, parfois même en plein jour. Ils étaient facilités par la densité de l'environnement, les étals anarchiques, les ruelles étroites et les abris de fortune.

« Avant, les voleurs arrachaient les sacs en pleine journée. On n'osait plus traverser la rue sans crainte » (Yao, 39 ans, quartier Mairie-Mosquée)

Ce témoignage illustre l'ancrage de la peur dans le quotidien des habitants, même pour des activités aussi banales que marcher dans la rue. Il met en lumière la banalisation du risque et l'angoisse liée à l'imprévisibilité des attaques. Les vols à mains armées, cités par 30 % des répondants, accentuent cette insécurité en y ajoutant une dimension violente. Généralement perpétrés de nuit ou dans des zones sombres et peu surveillées, ces actes reflètent la fragilité des dispositifs de sécurité avant les réformes urbaines. Enfin, les vols à moto, également appelés « vols par coupeurs », étaient signalés par 25,3 % des enquêtés. Leur particularité tient à la rapidité de l'action et à la difficulté d'interpellation. Les motos, souvent sans immatriculation, circulaient aisément dans les ruelles embouteillées ou encombrées, leur offrant une réelle impunité.

« Les motos venaient à deux, l'un descendait, il arrachait le sac, et en deux secondes ils étaient déjà loin. On n'arrivait jamais à les attraper » (Clarisse, 30 ans, quartier Zoé Bruno)

Ce verbatim illustre la mobilité stratégique des auteurs de vol et la difficulté d'une riposte citoyenne ou policière dans un espace urbain peu régulé.

En résumé, le paysage des infractions à Koumassi avant le déguerpissement était structuré autour de trois formes de vols : discrets mais fréquents (vols à la tire), violents (vols à mains armées) ou très mobiles (vols à moto). La convergence de ces trois menaces nourrissait une insécurité multidimensionnelle, à la fois physique, psychologique et spatiale. Cette situation a renforcé l'adhésion sociale à l'idée de requalification urbaine comme instrument de sécurisation.

Pour mieux comprendre l'insécurité urbaine qui prévalait à Koumassi, il importe maintenant d'identifier les facteurs structurels et contextuels qui ont alimenté cette insécurité avant les opérations. La section suivante propose une analyse des éléments environnementaux, sociaux et institutionnels qui expliquent la vulnérabilité accrue de certains quartiers.

### 1-2-2- Facteurs de l'insécurité urbaine à Koumassi avant le déguerpissement

L'insécurité vécue à Koumassi avant les opérations de déguerpissement ne résultait pas uniquement des actes de vol en tant que tels. Elle s'inscrivait dans un environnement urbain structurellement vulnérable, marqué par des défaillances en matière de gouvernance, d'équipements urbains et de cohésion sociale. L'analyse des données permet de cerner les principaux facteurs perçus de l'insécurité et d'en saisir la portée, via ce tableau.

**Tableau 4 : Facteurs perçus de l'insécurité urbaine à Koumassi avant le déguerpissement**

Facteurs d'insécurité	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Contrôle sécuritaire insuffisant et réseaux d'éclairage défaillants	66	44,0%
Quartiers précaires et insalubrité	44	29,3%
Fumoirs, consommation et vente de drogues	39	26,0%
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>150</b>	<b>100%</b>

*Sources : Nos enquêtes*

L'absence de sécurité formelle constitue le facteur le plus évoqué, avec 44 % des citations. Cette perception renvoie à un déficit d'action publique dans les quartiers populaires : peu de patrouilles, une présence policière sporadique et des infrastructures d'éclairage urbain défectueuses. Ces zones devenaient, à la tombée de la nuit, des espaces d'opacité propices à la criminalité.

« Ici, y'avait pas de lumière, pas de police, et tout le monde avait peur le soir. Les voleurs profitaient de ça. Ils se cachaient dans les fumoirs ou dans les baraques. » (Adama, 38 ans, quartier Grand Campement)

Ce verbatim met en évidence le cumul des risques : obscurité, absence d'agents de sécurité, multiplicité des cachettes informelles, usage de drogues et regroupements suspects. Il souligne aussi la manière dont ces facteurs se renforcent mutuellement, créant un climat d'insécurité généralisée. La concentration d'habitats précaires, citée par 29,3 % des répondants, est perçue comme un facteur structurel de l'insécurité. Ces zones, souvent densément peuplées, mal tracées et construites sans planification, rendaient difficile la circulation des secours ou des patrouilles. Leur configuration labyrinthique offrait de nombreux points de repli aux délinquants. Enfin, la présence de fumoirs ou zones de deal, évoquée par 26,0 % des enquêtés, renvoie à une délinquance plus enracinée, liée à la consommation et au trafic de stupéfiants. Ces espaces informels étaient perçus non seulement comme des foyers d'insécurité, mais aussi comme des lieux de reproduction de la déviance urbaine, où cohabitaient trafics, intimidations et violences interpersonnelles.

« On savait où étaient les fumoirs. Même les enfants passaient devant. C'était dangereux. Les gens se battaient là-bas, c'était des zones de non-droit » (Jean-Paul, 43 ans, quartier Sopim)

Ce second verbatim témoigne de la naturalisation de la violence dans certains quartiers, et de la banalisation des comportements déviants. Il montre que l'insécurité n'était pas seulement perçue, mais incarnée dans des espaces bien identifiés, ce qui a renforcé le consensus social en faveur des déguerpissements.

Les résultats montrent que l'insécurité à Koumassi avant les interventions reposait sur des causes multifactorielles, à la fois matérielles (absence de lumière, habitat informel), sociales (délinquance juvénile, drogues), et institutionnelles (faible présence policière). Le déguerpissement apparaît alors, dans le discours des habitants, non comme une violence imposée d'en haut, mais comme une réponse structurelle à une situation devenue insoutenable. L'opération a été perçue comme une reprise de contrôle de l'espace urbain par les autorités, au service de la sécurité collective.

La pertinence des opérations de déguerpissement à Koumassi ne peut être pleinement appréciée sans une évaluation de leurs effets concrets sur la criminalité et le sentiment de sécurité. Dans cette optique, la section suivante analysera les transformations observées dans les dynamiques de vol et les perceptions de l'insécurité urbaine après les interventions, à partir des données recueillies et des récits des habitants.

## 2- Effets du déguerpissement sur les dynamiques de vol et la sécurité urbaine

Les opérations de déguerpissement à Koumassi ont eu des effets visibles et mesurables sur la sécurité urbaine, notamment en matière de réduction des actes de vol. En reconfigurant l'espace, en supprimant les zones à risque, et en facilitant les interventions sécuritaires, ces interventions ont modifié les dynamiques de la criminalité de rue. Cette partie s'attache à analyser l'impact du déguerpissement sur l'insécurité, à partir de la perception des habitants et des transformations spatiales observées.

### 2-1- Réduction mesurable et reconfiguration spatiale des actes de vol

Le premier indicateur de l'efficacité sécuritaire du déguerpissement réside dans l'évolution globale du sentiment de sécurité exprimé par les populations. Les données recueillies révèlent un consensus modéré mais significatif quant à la diminution des vols dans les zones concernées. Cette évolution s'accompagne d'une reconfiguration des pratiques délinquantes, plus visibles dans l'espace et souvent plus dispersées.

#### 2-1-1- Évolution globale de la sécurité à Koumassi

Le tableau suivant résume les perceptions des habitants sur la sécurité globale après les opérations de déguerpissement.

**Tableau 5 : Évolution globale de la sécurité**

Évolution globale de la sécurité	Nb. Cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Baisse généralisée des cambriolages nocturnes	64	42,7%
Réduction significative des vols déclarés dans les zones réhabilitées	45	30,0%
Stabilisation des vols mais augmentation des agressions sexuelles	40	26,7%
TOTAL OBS.	150	100%

Sources : Nos enquêtes

Une proportion significative d'enquêtés (42,7 %) estime que la sécurité s'est améliorée depuis le déguerpissement, en particulier en ce qui concerne les braquages nocturnes. Cette amélioration est principalement attribuée à la suppression des abris de fortune et des zones de repli pour les délinquants, ce qui a permis une plus grande visibilité de l'espace public et une surveillance plus facile des axes sensibles.

« Depuis qu'ils ont rasé les baraques autour du terrain Inchallah, on entend moins parler de vols. Mais les voleurs reviennent la nuit quelque rare fois » (Kouadio, 32 ans, quartier Grand marché)

Ce témoignage illustre une perception nuancée : bien que la criminalité ait reculé en journée, certaines formes de délinquance nocturne subsistent, en particulier dans les zones encore peu éclairées ou éloignées des patrouilles. Cela rappelle que si le déguerpissement est efficace, il ne remplace pas une présence sécuritaire active et continue. Par ailleurs, 30,0 % des répondants estiment qu'il y a une réduction significative des vols déclarés dans les zones réhabilitées. Cette perception peut refléter soit une satisfaction vis-à-vis des résultats concrets. Enfin, 26,7 % évoquent une stabilisation des vols mais augmentation des agressions sexuelles. Ce qui dénote une détérioration relative, non pas en termes de fréquence, mais plutôt de déplacement spatial ou d'évolution des stratégies criminelles. La criminalité ne disparaît pas, elle s'adapte et se manifeste loin des zones réhabilitées dans des secteurs périphériques.

L'analyse des perceptions montre que les opérations de déguerpissement ont produit un effet positif visible sur la sécurité urbaine, notamment dans les zones réaménagées. Toutefois, cette amélioration reste partielle.

Pour mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre dans la baisse des actes de vol, il est indispensable d'analyser les aménagements urbains et dispositifs dissuasifs mis en place à la suite du déguerpissement. Ces transformations physiques de l'espace jouent un rôle clé dans la réduction des opportunités criminelles, conformément aux principes de la prévention situationnelle. La section suivante examine donc comment ces réaménagements ont contribué à freiner la délinquance.

#### 2-1-2- Aménagement réduisant les opportunités criminelles à Koumassi

L'impact sécuritaire du déguerpissement à Koumassi ne s'explique pas uniquement par l'évacuation des zones informelles, mais également par une reconfiguration physique et fonctionnelle de l'espace urbain, qui a permis de réduire significativement les opportunités criminelles. Conformément aux principes de la prévention situationnelle, plusieurs types d'aménagements ont été perçus par les habitants comme ayant joué un rôle dissuasif sur les vols.

**Tableau 6 : Aménagements perçus comme réduisant les actes de vol à Koumassi**

Aménagement réduisant opportunités crim	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Création de jardins partagés communautaires	63	42,0%
Éclairage public renforcé et suppression des cachettes informelles	47	31,3%
Construction d'une nouvelle gare routière inter-urbaine	39	26,0%
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>150</b>	<b>100%</b>

*Sources : Nos enquêtes*

Les aménagements d'ouverture de l'espace partagé, cités par 42,0 % des répondants, constituent l'élément le plus fréquemment associé à la diminution des vols. En supprimant les constructions anarchiques, les ruelles sombres et les recoins propices aux embuscades, le déguerpissement a permis une meilleure visibilité des espaces publics, rendant plus difficile l'exécution et la fuite des voleurs.

« Avant, les rues étaient bloquées par les kiosques et les baraques. Maintenant, c'est dégagé, on voit au loin, et les voleurs ne peuvent plus se cacher facilement » (Marcel, 35 ans, quartier Grand Campement)

Ce témoignage illustre clairement la manière dont la transformation de l'espace agit comme un facteur dissuasif. La visibilité, souvent négligée dans les politiques sécuritaires, devient ici un outil clé dans la lutte contre les infractions de rue.

L'éclairage public, mentionné par 31,3 % des habitants, apparaît également comme un élément central dans la prévention des actes délictueux. Dans les zones autrefois plongées dans l'obscurité, la réhabilitation ou l'installation de lampadaires a rétabli une forme de sécurité nocturne longtemps absente.

« Avant, dès 22 h on osait plus passer derrière le cimetière. Maintenant avec la lumière, on a plus de problèmes » (Mariam, 40 ans, quartier Grand marché)

Cette amélioration de la qualité de vie urbaine souligne que la sécurité passe aussi par la capacité à vivre l'espace public en confiance, ce qui n'était plus possible dans les zones enclavées ou mal éclairées.

Enfin, la construction de nouvelles gares interurbaines, citée par 26 % des enquêtés, est perçue comme un renfort ponctuel mais bienvenu. L'installation de postes de police ou la simple visibilité des patrouilles dans les zones récemment réaménagées contribue aussi à renforcer le contrôle social et symbolique de l'espace.

« *Maintenant, on a une nouvelle gare bien organisée. Les gens qui semaient la violence se sont calmés, et nous aussi on est tranquilles.* » (Assi, 28 ans, quartier Zoé Bruno)

Ce verbatim met en lumière le pouvoir dissuasif de la réorganisation de l'espace partagé avec une présence institutionnelle, au-delà même des interventions physiques. L'espace devient ainsi surveillé, observé, contrôlé, ce qui en diminue l'attractivité pour les délinquants.

Ces résultats démontrent que le déguerpissement, au-delà de l'évacuation physique, a engendré une requalification sécuritaire des espaces urbains. L'ouverture des voies, l'éclairage public et la présence policière ont modifié les conditions de possibilité des actes de vol. En agissant directement sur l'environnement criminogène, les autorités locales ont redonné à l'espace public une fonction de cohabitation plutôt que de confrontation, renforçant la sécurité perçue et vécue par les habitants.

Si les effets directs du déguerpissement sur la diminution des vols sont tangibles, il est tout aussi essentiel d'évaluer le sentiment de sécurité qu'il a généré chez les populations. Toutefois, cette dynamique positive soulève aussi des interrogations sur les effets indirects : déplacements de la délinquance, répercussions sociales, nouvelles tensions. La section suivante explore ces dimensions subjectives et critiques, à travers les regards croisés des habitants sur leurs nouvelles conditions de sécurité et de vie.

## 2-2- Sentiment de sécurité renforcé et questionnement sur les effets indirects

Au-delà des effets objectifs mesurés en matière de réduction des vols, les opérations de déguerpissement ont fortement influencé la perception subjective de la sécurité par les habitants. Cette dimension est essentielle, car le sentiment d'insécurité constitue souvent un moteur plus puissant d'anxiété sociale que les chiffres réels de la criminalité. À Koumassi, les réaménagements urbains, la visibilité accrue et la présence renforcée des forces de l'ordre ont globalement favorisé un regain de confiance dans l'espace public. Toutefois, ce sentiment positif n'est pas exempt de critiques ou d'effets ambivalents, notamment en lien avec les modalités d'intervention sécuritaire.

### 2-2-2- Sentiment de sécurité après le déguerpissement

L'analyse des perceptions recueillies auprès des enquêtés montre une tendance claire vers une amélioration du sentiment de sécurité après les opérations. Le tableau suivant présente les réponses enregistrées.

**Tableau 7 : Sentiment de sécurité après déguerpissement**

Sentiment de sécurité après déguerpissement	Nb. Cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7%
Bonne situation sécuritaire, sérénité	65	43,3%
Amélioration considérable dans les marchés réhabilités	43	28,7%
Mieux qu'avant en raison d'une présence policière accrue	41	27,3%
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>150</b>	<b>100%</b>

*Sources : Nos enquêtes*

Les résultats indiquent que près de la moitié des répondants (43,3 %) déclarent ressentir un climat de sécurité globalement apaisé. Ce sentiment de sérénité est souvent attribué à la disparition des cachettes, à l'ouverture des voies de passage, et à la meilleure circulation de l'air, de la lumière et des personnes, autant d'éléments qui redonnent de la vitalité aux espaces publics.

« *On respire mieux au marché. Il y a de la lumière, les ruelles sont dégagées. Mais les policiers parfois dépassent les bornes, ils refusent que les chauffeurs de taxis prennent nos bagages au carrefour du marché* » (Mariam, 51 ans, quartier Grand marché)

Ce témoignage illustre une ambivalence partagée par plusieurs enquêtés : le sentiment de sécurité s'est accru, mais il s'accompagne parfois d'une forme de méfiance envers certaines pratiques policières jugées intrusives ou excessives. Cela reflète un dilemme classique dans les politiques sécuritaires : la sécurité est souhaitée, mais pas au prix de la liberté ou de l'intimidation. Par ailleurs, 28,7 % des personnes interrogées mentionnent des

améliorations notables dans les marchés réhabilités. Les espaces commerciaux, jadis congestionnés et insécurisés, ont connu une transformation radicale, offrant désormais des conditions de circulation plus sûres et plus visibles. Enfin, 27,3 % attribuent l'amélioration de la situation à une présence policière renforcée, qu'ils perçoivent comme un facteur dissuasif. Ce retour de l'État dans l'espace urbain est apprécié, tant qu'il reste mesuré et respectueux des droits des populations.

L'ensemble des perceptions recueillies confirme que les opérations de déguerpissement ont permis une amélioration sensible du sentiment de sécurité à Koumassi. La reconfiguration de l'espace urbain, l'assainissement des zones à risques et l'action visible des autorités ont contribué à rétablir un climat de confiance. Toutefois, ce sentiment reste parfois nuancé par des interrogations sur la durabilité des effets et sur les pratiques de certaines forces de sécurité, appelant à une vigilance dans la manière de conduire ces politiques.

Si l'effet sécuritaire des déguerpissements est globalement reconnu, des préoccupations indirectes subsistent. Ces inquiétudes concernent notamment les risques de déplacement de la délinquance vers d'autres quartiers, les pertes économiques pour les petits commerçants ou encore la fragilisation sociale de certaines franges de la population évacuée. La section suivante examine ces effets secondaires perçus, à travers les propos et observations des habitants.

#### 2-2-2- Risques indirects perçus par les populations

Si la majorité des habitants interrogés reconnaissent les bienfaits sécuritaires du déguerpissement, certains expriment néanmoins des inquiétudes liées aux effets secondaires de ces interventions. Ces risques dits « indirects » concernent notamment le déplacement de la délinquance vers d'autres milieux non déguerpis, la reconstitution de zones à risques ailleurs, ainsi que l'apparition de tensions sociales ou économiques parmi les populations déplacées.

**Tableau 8 : Risques indirects perçus**

Risque indirect d'insécurité	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	0,7 %
Déplacement des activités criminelles vers des zones non déguerpies et moins surveillées	64	42,7 %
Accélération de la spéculation immobilière dans les quartiers réhabilités	44	29,3 %
Création d'emplois informels supplémentaires pour les jeunes déguerpis	41	27,3 %
<b>TOTAL OBS.</b>	<b>150</b>	<b>100 %</b>

*Sources : Nos enquêtes*

Le déplacement de la délinquance vers d'autres zones non déguerpies arrive en tête des préoccupations, avec 42,7 % des citations. Plusieurs habitants notent que si Koumassi est désormais mieux sécurisé, des actes de vol ou d'agression sont néanmoins signalés dans certains endroits moins encadrés de ladite commune.

« Ils ont nettoyé le grand carrefour, mais maintenant c'est à Boribana au quartier Campement qu'on signale des agressions » (Bakayoko, 36 ans, quartier Grand Campement)

Ce témoignage met en lumière un effet de transfert spatial souvent observé dans les politiques sécuritaires fondées sur l'aménagement urbain : les délinquants ne disparaissent pas, ils se déplacent là où le contrôle est plus faible. Cette dynamique rappelle la nécessité d'un plan de sécurisation couvrant l'ensemble des quartiers de la commune, ainsi que la mise en place d'une coordination intercommunale des actions de sécurité. En deuxième position, 29,3 % des enquêtés évoquent la fragilisation économique des petits commerçants. Le déguerpissement, en supprimant des lieux de vente informels, a privé certains habitants de leurs principales sources de revenus, sans toujours offrir d'alternatives viables ou de réinstallation.

« On nous a chassé, on nous dit de partir dans le nouveau marché, mais les places sont chères, si tu n'as pas beaucoup d'argent tu ne peux pas avoir une place là-bas. C'est difficile pour moi, je n'ai pas l'argent que la mairie me demande. Depuis, je tourne dans le quartier, mais c'est très difficile » (Nadine, 44 ans, quartier Sicogi)

Cette situation alimente un ressentiment latent, surtout chez les populations les plus précaires. Le sentiment de sécurité, bien qu'en hausse, s'accompagne ici d'une insécurité économique accrue, ce qui peut nourrir à long terme d'autres formes de vulnérabilités sociales. Enfin, 27,3 % des répondants alertent sur la création d'emplois précaires, notamment en périphérie. Le déguerpissement, faute de solutions durables d'accompagnement, a parfois généré des regroupements spontanés dans des conditions encore plus difficiles.

« *Ceux qu'on a déguerpis, d'autres sont partis à Adjahui, derrière Zoé Bruno. Ils ont reconstruit des baraques et créé de nouveaux emplois précaires mais là-bas c'est encore plus dangereux* » (Koffi, 50 ans, quartier Zoé Bruno)

Ce constat souligne une limite structurelle des interventions ponctuelles : sans accompagnement social, elles risquent de déplacer les problèmes sans les résoudre durablement. Il faut noter cependant que, des efforts ont souvent été faits par la municipalité. A titre d'exemple, les acteurs de la filière du bois situés derrière le cimetière de Koumassi ont été délocalisés au quartier Sicogi. Aussi, un marché des fruits et légumes a été réaménagé et offert gratuitement aux commerçantes.

« *Personne n'a donné de l'argent pour avoir une place. C'est cadeau que le Maire a fait, les femmes n'ont rien payé pour vendre au marché des fruits et légumes* » (Habibata, 43 ans, quartier Grand marché).

Ce témoignage révèle que la municipalité de Koumassi est venue parfois au secours de quelque commerçants déguerpis, en leur donnant les moyens et les possibilités de s'installer sur de nouveaux sites réaménagés.

Malgré des résultats très positifs en matière de réduction des vols et de sécurisation de l'espace urbain, les habitants de Koumassi expriment certaines réserves sur les effets collatéraux des opérations. Ces critiques ne remettent pas en cause l'utilité du déguerpissement, mais plaident pour une approche plus globale et inclusive, intégrant les dimensions économiques, sociales et territoriales. Il s'agit d'anticiper les effets de déplacement et de reconstruire autrement les équilibres urbains.

Les différentes analyses présentées révèlent une amélioration tangible de la sécurité urbaine à Koumassi, corrélée à une transformation spatiale profonde. Toutefois, elles invitent également à relativiser ces avancées, en tenant compte des ajustements sociaux, des effets de report et des tensions nouvelles engendrées. La section suivante propose une discussion croisée des résultats, à la lumière des données empiriques et des apports théoriques sur la prévention situationnelle, la reconfiguration urbaine et la gouvernance sécuritaire.

#### IV. DISCUSSION DES RESULTATS

La présente discussion vise à approfondir l'analyse des résultats obtenus lors de l'enquête menée à Koumassi sur les effets des opérations de déguerpissement en matière de sécurité urbaine. Les données recueillies montrent que ces opérations ont contribué à une réduction significative des actes de vol dans les quartiers ciblés, tout en suscitant une amélioration générale du sentiment de sécurité parmi les résidents. Trois tendances principales ressortent : la disparition de certaines formes visibles de délinquance de rue, la transformation de l'espace urbain en un environnement plus contrôlable, et l'adhésion majoritaire des populations aux objectifs sécuritaires du déguerpissement. Toutefois, des inquiétudes subsistent quant aux effets indirects, notamment le déplacement géographique de la criminalité et les conséquences sociales pour les populations expulsées. Au-delà de ces constats, les résultats peuvent être interprétés à la lumière d'une logique de prévention situationnelle. Le déguerpissement a permis une reconfiguration physique des zones les plus criminogènes, réduisant ainsi les opportunités de commission d'actes délictueux. La suppression des constructions précaires et l'ouverture des voies ont renforcé la visibilité dans l'espace public, limitant les cachettes et les points de repli des délinquants. Cette dynamique rejoint les analyses de Clarke (2005) et de Felson & Clarke (1998), selon lesquelles la manipulation de l'environnement urbain est un levier efficace de dissuasion. La présence policière accrue, bien que perçue de manière ambivalente par certains habitants, a contribué à renforcer le contrôle territorial. On assiste ainsi à une forme de « reprise d'autorité spatiale » (Fourchard, 2018) par les institutions municipales, qui opèrent un marquage politique et sécuritaire de l'espace urbain.

Ces résultats confirment plusieurs constats issus de la littérature récente sur la gouvernance urbaine en Afrique de l'Ouest. À l'instar des travaux de Soyinka et Ampomah (2022), l'enquête montre que les interventions spatiales jouent un rôle central dans la recomposition des rapports entre institutions, populations et territoires (Dédou, 2024). Néanmoins, cette dynamique sécuritaire n'est pas exempte de tensions. La perception positive des résultats s'accompagne d'un constat : la délinquance ne disparaît pas, elle se déplace. Des actes de vol sont signalés dans des zones non déguerpies et moins surveillées de la commune de Koumassi. Cet effet de « délocalisation de la menace » est un phénomène bien documenté dans les recherches sur la spatialisation de l'insécurité (Gupte & Mitlin, 2021). De plus, les déguerpissements ont fragilisé certaines populations économiquement dépendantes des activités informelles, ce qui peut nourrir de nouvelles vulnérabilités sociales, parfois invisibles mais durables.

L'interprétation des résultats invite donc à une lecture plus critique. D'une part, les données recueillies sont majoritairement déclaratives : elles reposent sur les perceptions des habitants, sans confrontation systématique avec des statistiques criminelles longitudinales. Cela limite la portée de certaines affirmations, notamment quant à la baisse réelle des infractions. D'autre part, l'étude est localisée et centrée sur un contexte urbain spécifique. Or, la diversité des configurations spatiales et institutionnelles en Côte d'Ivoire impose de rester prudent dans la généralisation des résultats. Par ailleurs, certaines dimensions importantes, telles que les répercussions psychologiques des déguerpissements ou les effets sur la cohésion sociale, n'ont pas été pleinement explorés dans le cadre de ce travail.

Malgré ces limites, les implications des résultats sont nombreuses. D'un point de vue scientifique, l'étude montre que les politiques d'aménagement urbain peuvent produire des effets tangibles sur la criminalité, à condition d'être pensées comme des dispositifs intégrés, associant prévention, régulation et accompagnement social. Cela rejoint les conclusions de Wortley & Mazerolle (2008), qui insistent sur la nécessité d'associer les interventions environnementales à une stratégie globale de gouvernance sécuritaire. Sur le plan opérationnel, les résultats suggèrent l'importance d'une coordination intercommunale, afin d'éviter les déplacements de la délinquance vers des zones moins encadrées. De plus, il conviendrait d'élargir les interventions à une politique d'inclusion socioéconomique, notamment pour les commerçants et ménages affectés par les déguerpissements. Enfin, sur le plan institutionnel, le renforcement du sentiment de sécurité ne doit pas se faire au détriment du respect des droits : la légitimité des forces de l'ordre passe par des pratiques justes, transparentes et concertées, comme le rappelle Tankebe (2013) et Dédou (2014).

En définitive, l'étude de Koumassi permet d'apporter une contribution empirique à la compréhension des liens entre aménagement urbain, insécurité et gouvernance locale. Elle confirme que la sécurité ne relève pas uniquement des dispositifs policiers, mais qu'elle se construit aussi dans et par l'espace. Toutefois, toute intervention spatiale, aussi efficace soit-elle, doit être pensée dans une perspective inclusive, durable et territorialisée. Une gouvernance urbaine de la sécurité fondée sur le seul déguerpissement risquerait à terme de produire de nouveaux déséquilibres, là où elle prétend rétablir l'ordre.

## V. CONCLUSION

Cet article s'est attaché à examiner de manière critique les effets des opérations de déguerpissement sur les dynamiques de vol et le sentiment de sécurité dans la commune de Koumassi. À travers une enquête empirique rigoureuse, il s'agissait de comprendre si la reconfiguration physique de l'espace urbain pouvait constituer un levier efficace de prévention de la criminalité, tout en questionnant les éventuelles externalités négatives de telles interventions. Les résultats de l'étude révèlent une baisse notable des actes de vol dans les zones concernées par les déguerpissements, corrélée à une amélioration significative du sentiment de sécurité exprimé par les habitants. Les témoignages recueillis et les observations de terrain confirment que l'ouverture des voies, la suppression des abris précaires et la mise en place d'un éclairage public ont permis de renforcer la visibilité urbaine et de limiter les opportunités criminelles, conformément aux principes de la prévention situationnelle. Par ailleurs, l'implication active des autorités locales et des forces de sécurité a été perçue comme un facteur de restauration de l'autorité institutionnelle dans des espaces auparavant délaissés.

Toutefois, une lecture critique de ces résultats met en lumière les effets ambivalents de ces politiques urbanistiques. Si la criminalité visible semble reculer dans certains périmètres, elle tend à se déplacer vers d'autres milieux moins encadrés, soulignant ainsi un phénomène de délocalisation de la menace. De plus, les opérations de déguerpissement, bien qu'acceptées par une majorité, ont engendré des fragilisations sociales notables, notamment pour les petits commerçants et les populations précaires privées de lieux d'activité ou de résidence. Ce constat invite à dépasser une approche strictement spatiale ou sécuritaire, en intégrant les dimensions sociales et économiques dans la réflexion sur l'aménagement urbain. La portée de cette recherche demeure toutefois limitée par plusieurs facteurs. D'abord, les données mobilisées sont majoritairement déclaratives et localisées, ce qui restreint la généralisation des résultats à d'autres contextes urbains ivoiriens. Ensuite, l'étude n'a pas pu documenter de manière systématique les impacts psychosociaux des déguerpissements ni les logiques de résilience ou de contournement mises en œuvre par les groupes affectés. Enfin, l'absence de données longitudinales empêche une évaluation dynamique de la durabilité des effets observés.

Ces limites ouvrent néanmoins des perspectives fécondes pour la recherche future. Il serait pertinent de mener des études comparatives entre communes, d'approfondir l'analyse des conséquences économiques du déguerpissement, et d'investiguer les modalités d'adaptation des acteurs délinquants à la reconfiguration spatiale. Sur le plan opérationnel, la mise en œuvre d'une stratégie de sécurisation couvrant l'ensemble des quartiers, ainsi qu'une coordination sécuritaire intercommunale, s'imposent pour prévenir les effets de transfert. Surtout, les politiques d'aménagement devraient s'articuler à des mesures d'inclusion sociale, de soutien à l'emploi informel, et de concertation communautaire, afin de construire une sécurité véritablement partagée.

En définitive, cette étude montre que la sécurité urbaine ne peut être pensée indépendamment de la justice spatiale. Si les opérations de déguerpissement peuvent produire des effets visibles de réduction de la criminalité, leur durabilité et leur légitimité dépendent de leur capacité à conjuguer efficacité sécuritaire, respect des droits et équité sociale. C'est à cette condition seulement que les villes africaines pourront concilier modernisation urbaine et justice territoriale.

## Bibliographie

- [1] Adegboyega, A., & Oyeniyi, A. (2020). Urban informality and insecurity in Lagos: A spatial perspective. *Journal of Urban Security Studies*, 12(1), 45–63.
- [2] Akindès, F. (2021). La ville ivoirienne en crise : Urbanisation informelle et régulation institutionnelle à Abidjan. *Revue Africaine de Sociologie*, 25(2), 89–108.

- [3] Baulaigue, R. (2018). Les politiques de déguerpissement à Alger : Enjeux sécuritaires et recompositions spatiales. *Géographie et Sécurité*, 7(2), 33–52.
- [4] Blommaert, J., & Jie, D. (2010). *Ethnographic fieldwork: A beginner's guide*. Multilingual Matters.
- [5] Boumedine, A. (2023). Urbanités africaines en tension : Modernisation, insécurité et informalité. *Revue des Mondes Urbains*, 18(1), 55–78.
- [6] Clarke, R. V. (1980). Situational crime prevention: Theory and practice. *The British Journal of Criminology*, 20(2), 136–147.
- [7] Clarke, R. V. (2005). Seven misconceptions of situational crime prevention. In N. Tilley (Ed.), *Handbook of Crime Prevention and Community Safety* (pp. 39–70). Willan Publishing.
- [8] Comaroff, J., & Comaroff, J. (2020). *Theories from the South: Or, how Euro-America is evolving toward Africa*. Routledge.
- [9] Cornish, D. B., & Clarke, R. V. (2003). Opportunistic theft and situational crime prevention. In M. J. Smith & D. B. Cornish (Eds.), *Crime prevention studies* (Vol. 16, pp. 37–52). Criminal Justice Press.
- [10] Cusson, M., Blais, É., & Ouimet, M. (2017). *Prévenir la criminalité : Théories, méthodes et évaluations*. Presses de l'Université de Montréal.
- [11] Davis, M. (2020). *Planète bidonville : L'explosion des nouveaux pauvres dans le monde*. Éditions du Seuil.
- [12] Dédou, Z. A. (2024). Vol à moto dans le district d'Abidjan [Theft with motorcycle in the district of Abidjan (Côte d'Ivoire)]. *Revue Africaine de Migration et Environnement*, 8(1), 252–272. <https://doi.org/>(à ajouter si disponible)
- [13] Dédou, Z. A. (2014). Les obstacles à la lutte contre la délinquance juvénile le district d'Abidjan. *Revue Africaine de Criminologie*, 15, 20–37. ISSN 1819-0650
- [14] Dembélé, B., & N'Guessan, A. (2023). Déguerpissement et recomposition sociale à Yopougon : Une lecture critique des politiques urbaines. *Les Cahiers du GRADU*, 14(3), 113–131.
- [15] Diop, A. (2022). L'insécurité urbaine à Dakar : Facteurs sociaux et dynamiques spatiales. *Revue Sénégalaise de Criminologie*, 5(2), 23–44.
- [16] Fassin, D. (2022). *La vie : Mode d'emploi critique*. Seuil.
- [17] Felson, M., & Clarke, R. V. (1998). *Opportunity makes the thief: Practical theory for crime prevention*. Home Office Research, Development and Statistics Directorate.
- [18] Fourchard, L. (2018). *Classify, exclude, police: Urban lives in South Africa and Nigeria*. Polity Press.
- [19] Frega, A., & Abadie, G. (2021). *Gouverner la ville autrement ? Politiques publiques, espaces et citoyennetés urbaines*. Éditions de l'Aube.
- [20] Girard, S., & Renard, J. (2022). *Géographie critique de la sécurité urbaine : Une approche par les marges spatiales*. *Espace et Sociétés*, 181(1), 15–36.
- [21] Goba, B.Z. (2021). Sécurité urbaine et aménagement à Abidjan : Entre ambition politique et précarité sociale. *Cahiers de la Recherche Africaine*, 8(1), 77–98.
- [22] Guillemette, F., & Luckerhoff, J. (2019). *L'entretien qualitatif : Fondements et pratiques*. Presses de l'Université du Québec.
- [23] Harvey, D. (2012). *Rebel cities: From the right to the city to the urban revolution*. Verso Books.
- [24] Houédin, K., Kouassi, D., & Touré, A. (2023). Insécurité et habitat précaire à Adjamé : Une lecture criminologique. *Revue Ivoirienne de Criminologie*, 10(1), 61–79.
- [25] Kouacou, J., & Djako, Y. (2019). Habitat informel et criminalité à Abobo : Analyse d'une double précarité. *Les Cahiers du LAREG*, 7(1), 55–70.
- [26] Laflamme, G. (2015). *Les groupes de discussion : Stratégies pour la recherche qualitative*. Presses de l'Université Laval.
- [27] Lascoumes, P., & Le Galès, P. (2004). *Gouverner par les instruments*. Presses de Sciences Po.
- [28] Low, S. M. (2016). *Spatializing culture: The ethnography of space and place*. Routledge.
- [29] Mahamat, A., Danda, K., & Niang, S. (2024). *Villes africaines et sécurité : Regards croisés sur l'informalité*. L'Harmattan.
- [30] Monnet, J. (2006). Géographie de la sécurité : Vers un urbanisme sécuritaire ? *Espace et Sociétés*, 124(3), 113–130.
- [31] Mouritala, A., Dembélé, Y., & Touré, C. (2022). Délinquance et urbanisation anarchique à Yopougon. *Revue de Criminologie Appliquée*, 6(1), 41–59.
- [32] Mouanda-Mouanda, A. (2008). Prévention situationnelle et urbanisation informelle en Afrique centrale. *Revue Sécurité et Société*, 3(2), 45–63.
- [33] Ndao, M., & Camara, I. (2023). Insécurité urbaine et déguerpissements à Dakar : Enjeux et perspectives. *Études Urbaines Africaines*, 11(1), 23–47.
- [34] N'Guessan, A. (2021). Sécurité et urbanisation : Une lecture critique de la spatialisation de la violence à Abidjan. *Revue Africaine de Sécurité Urbaine*, 4(2), 33–50.
- [35] Paillé, P., & Mucchielli, A. (2021). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (5e éd.). Armand Colin.

- [36] Rangeon, F. (2023). *Sécuriser la ville : Politiques publiques et marginalité urbaine*. Presses Universitaires de Rennes.
- [37] Simone, A. (2019). *Improvised lives: Rhythms of endurance in an urban South*. Polity Press.
- [38] Soyinka, B., & Ampomah, A. (2022). Urban planning and security governance in West Africa: A comparative study. *African Cities Review*, 9(3), 70–94.
- [39] Tankebe, J. (2013). Viewing things differently: The dimensions of public perceptions of police legitimacy. *Criminology*, 51(1), 103–135.
- [40] Tassou, R. (2018). Occupation informelle et insécurité à Yaoundé : Une géographie des marges. *Espace et Cultures Africaines*, 6(2), 29–48.
- [41] Tchenkeu, J., & Raynaud, M. (2022). *L’Afrique urbaine en mutation : Défis sécuritaires et formes de résilience*. Presses de l’Université d’Ouagadougou.
- [42] Wacquant, L. (2008). *Punishing the poor: The neoliberal government of social insecurity*. Duke University Press.
- [43] Winton, A. (2023). Urban violence and the politics of spatial control in the Global South. *Journal of Urban Affairs*, 45(2), 298–318.
- [44] Wortley, R., & Mazerolle, L. (2008). *Environmental criminology and crime analysis*. Willan Publishing.
- [45] Zérah, M. H., & Dupont, V. (2022). *Villes en tensions : Politiques urbaines et populations marginalisées*. CNRS Éditions.